

Décision n° 2015-015 /CC sur la conformité à la Constitution de l'Accord de financement n° H 482-BF conclu le 02 février 2015 à Ouagadougou, entre le Burkina Faso et l'Association Internationale de Développement (AID) pour le financement additionnel du Projet sectoriel Eau en milieu urbain

Le Conseil constitutionnel,

- Vu** la Constitution du 11 juin 1991 ;
- Vu** la Charte de la Transition du 16 novembre 2014 ;
- Vu** la loi organique n° 011-2000/AN du 27 avril 2000 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil constitutionnel et procédure applicable devant lui ;
- Vu** le règlement intérieur du Conseil constitutionnel du 06 mai 2008 ;
- Vu** la décision n° 2010- 005/CC du 24 mars 2010 portant classification des délibérations du Conseil constitutionnel ;
- Vu** l'Accord de financement n° H482-BF conclu le 02 février 2015 à Ouagadougou, entre le Burkina Faso et l'Association Internationale de Développement (AID) pour le financement additionnel du Projet sectoriel Eau en milieu urbain ;
- Vu** la lettre n°2015-721/PM/SG/DAPDI/css du 03 avril 2015 de Monsieur le Premier Ministre aux fins de contrôle de conformité à la Constitution de l'Accord de financement susvisé ;
- Oui** le Rapporteur ;

Considérant qu'aux termes de l'article 155, alinéa 2, de la Constitution, les traités et accords soumis à la procédure de ratification peuvent être déférés au Conseil constitutionnel aux fins de contrôle de conformité à la Constitution ;

Considérant que le Conseil constitutionnel a été saisi par lettre n°2015-721/PM/SG/DAPDI/css du 03 avril 2015 de Monsieur le Premier Ministre aux fins de contrôle de conformité à la Constitution de l'Accord de financement susvisé ;

Considérant que la saisine du Conseil constitutionnel par une autorité habilitée, et pour connaître d'une question relevant de sa compétence est régulière aux termes des articles 152, 155 et 157 de la Constitution ;

Considérant que le Projet a pour objectifs d'accroître durablement l'accès aux services d'alimentation en eau et d'assainissement dans certaines zones urbaines du Burkina Faso avec la fourniture et l'installation de conduites de transfert d'eau, l'augmentation des capacités de stockage d'eau, la construction de stations de pompage d'eau et l'extension des réseaux secondaire et tertiaire de distribution d'eau ;

Considérant que l'Accord de financement comporte six articles, deux annexes et un appendice ;

Considérant que les articles I et II traitent respectivement des conditions générales, des définitions et du financement dont le montant équivaut à cinquante deux millions sept cent mille (52 700 000) Droits de Tirage Spéciaux ; que les dates de paiement sont le 15 février et le 15 avril de chaque année ;

Considérant que l'article III est consacré au Projet et précise entre autres que :

- le Bénéficiaire souscrit pleinement aux objectifs du Projet,
- le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté par l'Organisme d'Exécution du Projet,
- le Bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour que le Projet soit exécuté conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent Accord ;

Considérant que l'article IV est relatif au recours de l'Association et il y est mentionné les cas de suspension qui sont entre autres :

- la modification, la suspension, l'abrogation et l'annulation des textes législatifs de l'Organisme d'Exécution du Projet,
- le manquement de l'une ou l'autre des Parties au contrat-plan ou à ses obligations,

- la modification, la suspension, l'abrogation ou l'annulation du contrat-plan de nature à compromettre gravement l'exécution du Projet par l'organisme ;

Considérant que l'article V précise que la date limite d'entrée en vigueur est de quatre-vingt dix (90) jours après la date du présent Accord ; que l'article VI mentionne les adresses des Représentants ;

Considérant que les annexes 1 et 2 sont relatives à la description du Projet et aux modalités de sa mise en œuvre qui sont entre autres la prise en compte des dispositions institutionnelles, la lutte contre la corruption, la gestion financière, les procédures particulières de passation des contrats de service des consultants ;

Considérant que l'appendice traite des définitions, des amendements à l'Accord de financement initial et de la passation des marchés ;

Considérant que l'Accord de financement n° H482-BF conclu le 02 février 2015 à Ouagadougou a été signé pour le compte du Burkina Faso par Monsieur Jean Gustave SANON, Ministre de l'Economie et des Finances et pour le compte de l'Association Internationale pour le Développement (AID) par Madame Mercy M. TEMBON, Représentante résidente de la Banque mondiale, tous deux Représentants dûment habilités ;

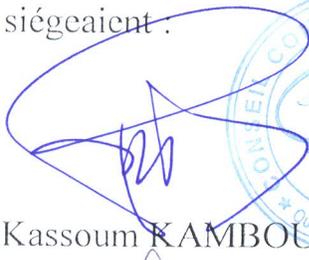
Considérant que l'Accord susvisé soumis au contrôle du Conseil constitutionnel ne comporte pas de dispositions contraires à la Constitution ;

D é c i d e :

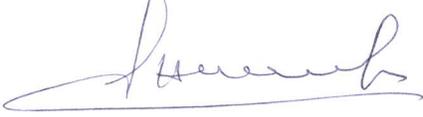
Article 1^{er} : l'Accord de financement n° H 482-BF conclu le 02 février 2015 à Ouagadougou, entre le Burkina Faso et l'Association Internationale de Développement (AID) est conforme à la Constitution et produira effet obligatoire dès la ratification et la publication de celle-ci au Journal officiel du Burkina Faso.

Article 2 : la présente décision sera notifiée au Président du Faso, au Premier Ministre, au Président du Conseil National de la Transition et publiée au Journal officiel du Burkina Faso.

Ainsi délibéré par le Conseil constitutionnel en sa séance du 28 avril 2015 où
siégeaient :


Kassoum KAMBOU

Président



Membres

Monsieur Anatole G. TIENDREBEOGO


Monsieur Bouraima CISSE

Madame Haridiata DAKOURE


Monsieur Bamitié Michel KARAMA


Monsieur Georges SANOU

Monsieur Victor KAFANDO


Monsieur Sibila Franck COMPAORE


Monsieur G. Jean Baptiste OUEDRAOGO


Madame Maria Goretti SAWADO


Assis de Monsieur Daouda SAWADO, Secrétaire général du Conseil
constitutionnel.

